

# Budget de dépenses

2007-2008

## Volume I

---

### **Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées**

---

**pour l'année financière  
se terminant le 31 mars 2008**

Déposé à l'Assemblée nationale  
conformément  
aux articles 45 et 47  
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)  
par madame Monique Jérôme-Forget, ministre des Finances,  
ministre des Services gouvernementaux,  
ministre responsable de l'Administration gouvernementale  
et présidente du Conseil du trésor

**Conseil du trésor**

**Québec** 

ISSN 0706-0319  
ISBN 978-2-550-49808-7  
Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2007  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

## AVANT-PROPOS

---

La Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) prévoit que la présidente du Conseil du trésor dépose à l'Assemblée nationale le budget de dépenses des ministères et organismes aux fins d'établir les crédits requis au cours de l'exercice financier, ainsi que les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres.

À cet effet, la présidente du Conseil du trésor présente à l'Assemblée nationale les renseignements touchant le Budget de dépenses 2007-2008 en quatre volumes :

- Le Volume I, *Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*, qui réunit les renseignements se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme.
- Le Volume II, *Crédits des ministères et organismes*, qui présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2007-2008 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes.
- Le Volume III, *Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*, qui regroupe les plans annuels de gestion des dépenses préparés par chacun des ministres.
- Le Volume IV, *Renseignements supplémentaires*, qui fournit des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses.



# TABLE DES MATIÈRES

---

Page

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

Message du président de l'Assemblée nationale ..... 7

Plan annuel de gestion des dépenses ..... 9

Crédits ..... 17

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Plans annuels de gestion des dépenses

    Le Protecteur du citoyen ..... 27

    Le Vérificateur général ..... 35

    Le Directeur général des élections ..... 41

    Le Commissaire au lobbying ..... 45

Crédits ..... 49





## **MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

J'ai l'honneur de vous présenter le plan annuel de gestion des dépenses et les crédits de l'Assemblée nationale pour l'exercice financier 2007-2008.

Organe suprême et légitime d'expression et de mise en œuvre des valeurs démocratiques, l'Assemblée nationale constitue la pierre d'assise du pouvoir législatif. Elle est composée des 125 députés élus qui, dans l'exercice de leurs fonctions de législateur, de contrôleur de l'action gouvernementale et d'intermédiaire entre les électeurs et l'administration publique, doivent pouvoir compter sur des services administratifs répondant à leurs besoins et qui, dans leur gestion, sont indépendants de ceux du gouvernement.

Sous la responsabilité du Secrétaire général, l'administration de l'Assemblée assiste les parlementaires autant à l'Hôtel du Parlement que dans leur circonscription électorale en offrant divers services de soutien professionnel et technique.

Le budget de dépenses 2007-2008 et les crédits qui apparaissent dans le présent volume sont inscrits à titre indicatif puisque c'est au Bureau de l'Assemblée nationale qu'il revient d'y apporter, au besoin, des modifications et de l'approuver.

Je souhaite que la lecture de ce volume vous permette de mieux apprécier le caractère unique de l'Assemblée nationale et l'utilisation des fonds publics consacrés à l'exercice du pouvoir législatif.

A handwritten signature in black ink, which appears to read "Michel Bissonnet". The signature is fluid and cursive, with a large initial "M".

MICHEL BISSONNET





**ASSEMBLÉE NATIONALE**

**PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES**

---



# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

## EN BREF

L'Assemblée nationale constitue la pierre d'assise du pouvoir législatif. À cet égard, dans un contexte d'indépendance et d'autonomie de l'institution, la loi donne à l'Assemblée seule le pouvoir de se donner les moyens de fonctionner tant sur le plan de la procédure qui lui est propre que sur celui de l'administration.

Le plan annuel de gestion des dépenses pour 2007-2008 a été préparé en conformité avec le Plan stratégique de l'administration de l'Assemblée nationale 2004-2009. Ainsi, les orientations et les axes d'intervention du plan constituent, pour l'administration, des défis et des enjeux majeurs liés à la réforme parlementaire, à la mise en place d'un plan de communication, aux innovations technologiques, au rayonnement institutionnel et à l'amélioration continue de la prestation de services de soutien aux parlementaires.

En 2007-2008, les ressources financières autorisées par le Bureau de l'Assemblée nationale, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont réparties dans trois programmes :

- Les programmes 1 et 2 regroupant les services administratifs;
- Le programme 3 concernant les services statutaires de soutien aux parlementaires tels la rémunération des députés et de leur personnel de même que le budget de fonctionnement qui leur est alloué.

La modernisation du cadre de gestion se poursuit dans l'optique d'une administration plus efficiente, particulièrement par l'implantation de systèmes d'information de gestion plus performants adaptés aux réalités de l'Assemblée nationale.

La conservation et la mise en valeur du patrimoine immobilier dont l'Assemblée nationale assure la gestion requièrent la poursuite des projets d'investissements pour la réfection et l'entretien des édifices.

## 1. La présentation de l'Assemblée nationale

La mission de l'Assemblée nationale consiste à légiférer dans les domaines de sa compétence, à contrôler les actes du gouvernement et à débattre de questions d'intérêt public.

Élu au suffrage universel, le député se situe au cœur du processus législatif. Il contribue étroitement à l'élaboration des textes de loi touchant la vie quotidienne des Québécois, notamment en étudiant et en analysant les divers projets de loi à l'Assemblée nationale et en commission parlementaire et en votant leur adoption.

En tant que contrôleur de l'action gouvernementale, le député dispose de plusieurs moyens pour interroger le gouvernement sur ses actions tels la période des questions et réponses orales, les débats de fin de séance et l'étude annuelle des crédits des ministères et organismes. À cet égard, le député exerce un contrôle continu sur le pouvoir exécutif et l'administration publique. Il en résulte une reddition de comptes du gouvernement et de l'administration devant l'Assemblée et ses commissions.

Outre son rôle de législateur et de contrôleur de l'action gouvernementale, il exerce le rôle important d'intermédiaire entre ses concitoyens et l'administration publique.

Dans l'exercice du pouvoir législatif, l'Assemblée nationale édicte des lois ayant un caractère obligatoire sur l'ensemble du territoire québécois et dans les champs de compétence reconnus par la Constitution. Les lois adoptées par l'Assemblée sont des lois publiques visant une application générale au sein de la collectivité québécoise ou des lois d'intérêt privé lorsqu'une portion plus restreinte de la population est concernée comme une municipalité, une corporation ou même un citoyen.

L'autonomie de l'Assemblée nationale est une condition essentielle à la réalisation de sa mission et de ses activités. Dans ce contexte d'indépendance de l'institution, la loi donne à l'Assemblée nationale seule le pouvoir de se donner les moyens de fonctionner tant sur le plan de la procédure qui lui est propre que sur celui de l'administration.

Dans ce cadre d'autonomie, l'administration de l'Assemblée fournit des services de soutien aux députés dans l'accomplissement de leurs fonctions parlementaires et dans la réalisation des autres aspects de la mission fondamentale de l'institution, conformément à la loi, aux règles de procédure et de fonctionnement de même qu'au cadre de gestion dont elle s'est dotée.

## 2. Les choix budgétaires

Les ressources financières de l'Assemblée nationale sont réparties de façon à assurer la continuité et l'amélioration des services de soutien offerts aux parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions tant à l'Hôtel du Parlement que dans leur circonscription électorale.

La refonte actuellement en cours du site Internet de l'Assemblée et la mise en place d'un plan de communication visent précisément à mieux faire connaître le rôle et le travail des parlementaires et de l'institution, à accroître l'accessibilité de l'information et la participation des citoyens aux travaux parlementaires. La participation de citoyens aux travaux de la Commission spéciale sur la Loi électorale en est un bel exemple.

## 3. Le plan budgétaire

Le budget de dépenses de l'Assemblée nationale est regroupé à l'intérieur de trois programmes. Ces programmes, par les crédits qui y sont consacrés, visent l'optimisation des créneaux d'activités de l'Assemblée.

Le budget de dépenses 2007-2008 sera soumis au Bureau de l'Assemblée nationale et est présenté sous réserve de son approbation.

### **Programme 1 : Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles**

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la Bibliothèque et la sécurité des personnes et des biens, de même qu'à assurer les activités protocolaires et interparlementaires.

Le budget de dépenses de l'exercice financier 2007-2008 du programme 1 s'établit à 19,3 M\$ et inclut une augmentation de 0,2 M\$ au titre des dépenses de fonctionnement et le coût des conventions collectives.

### **Programme 2 : Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information**

Ce programme vise, d'une part, à assurer le soutien aux parlementaires et aux unités administratives en matière de gestion des ressources financières, humaines et matérielles et d'autre part, des services reliés aux communications, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier.

Le budget de dépenses 2007-2008 du programme 2 totalise 35,8 M\$ et comprend une augmentation de 0,4 M\$ résultant du coût des conventions collectives, des coûts afférents au centre de reprographie pour 0,3 M\$, ainsi que de diverses dépenses de fonctionnement, notamment en télécommunications, pour 0,2 M\$.

### Programme 3 : Services statutaires aux parlementaires

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tant à l'Hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale. Les budgets de dépenses qui y sont affectés concernent essentiellement la rémunération des parlementaires et du personnel politique à l'Assemblée de même que le budget de fonctionnement leur étant alloué.

Le budget de dépenses 2007-2008 de ce programme est de 50,1 M\$, soit une diminution de 2,7 M\$. Toutefois, un ajustement à la hausse de l'ordre de 1,2 M\$ est à prévoir pour le coût du régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale. À noter qu'un montant totalisant 1,6 M\$ a été versé en allocations de transition dans l'exercice financier 2006-2007 pour les députés défaits et les députés qui ne se représentaient pas à l'élection générale du 26 mars 2007.

### Le budget de dépenses par programmes (en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007	
	Budget de dépenses (1)	Variation (2)=(1)-(4)	Budget de dépenses (3)	Dépense probable (4)
1. Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	19 340,1	168,3	19 171,8	19 171,8
2. Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information	35 804,2	964,3	34 839,9	34 839,9
3. Services statutaires aux parlementaires	50 105,5	(2 742,2)	52 847,7	52 847,7
<b>Total</b>	<b>105 249,8</b>	<b>(1 609,6)</b>	106 859,4	106 859,4
<b>Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>624</b>	<b>(10)</b>	—	634

## Le budget d'investissements

Les immobilisations de l'Assemblée nationale prévues en 2007-2008 concernent principalement la restauration de la maçonnerie du Parlement, la rénovation de bureaux au Parlement, la restauration des corniches de l'édifice Jean-Antoine-Panet, le remplacement des fenêtres à l'édifice André-Laurendeau, l'aménagement d'un centre de visiteurs à l'Hôtel du Parlement, l'implantation d'un système informatisé d'entreposage de données, la refonte du site Internet, la gestion corporative du temps de parole lors des travaux parlementaires, l'implantation de divers systèmes pour la sécurité informatique, ainsi que l'implantation de SAGIR.

### Le budget d'investissements

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007
	Variation		
Immobilisations	9 784,0	1 016,4	8 767,6
Prêts, placements et avances	—	—	—
<b>Total</b>	<b>9 784,0</b>	<b>1 016,4</b>	<b>8 767,6</b>





ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS

---



# Assemblée nationale

Programmes	2007-2008			2006-2007
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	19 340,1	-	-	19 340,1
2. Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information	35 804,2	4 836,0	9 784,0	40 752,2
3. Services statutaires aux parlementaires	50 105,5	-	-	50 105,5
	105 249,8	4 836,0	9 784,0	110 197,8
Moins : Crédits permanents				110 197,8
<b>Crédits à voter</b>				-

En vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1), le budget de dépenses et les crédits de l'Assemblée nationale sont présentés sous réserve de l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale.

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Rémunération	77 085,0	79 567,4
Fonctionnement	28 114,8	27 242,0
Transfert	50,0	50,0
<b>Total</b>	<b>105 249,8</b>	<b>106 859,4</b>
Effectif des programmes	624	634
<b>Effectif total</b>	<b>624</b>	<b>634</b>
<b>Budget d'investissements</b>		
Immobilisations	9 784,0	8 767,6
<b>Total</b>	<b>9 784,0</b>	<b>8 767,6</b>

## Programme 1

### Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles

Éléments	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Secrétariat général, affaires juridiques, affaires institutionnelles et sécurité	10 957,3	-	-	10 957,3	10 672,1
2. Affaires parlementaires et bibliothèque	8 382,8	-	-	8 382,8	8 499,7
	19 340,1	-	-	19 340,1	19 171,8
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				10 957,3	10 672,1
Élément 2				8 382,8	8 499,7
<b>Crédit à voter</b>				-	-

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la Bibliothèque et la sécurité des personnes et des biens, de même qu'à assurer les activités protocolaires et interparlementaires.

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2007-2008	2006-2007
	1	2		
			(000 \$)	
Rémunération	8 599,0	7 280,8	15 879,8	16 013,8
Fonctionnement	2 358,3	1 102,0	3 460,3	3 158,0
	10 957,3	8 382,8	19 340,1	19 171,8
<b>Effectif total</b>	167	146	313	321

## Programme 2

### Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information

Éléments	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Affaires informationnelles	7 236,8	-	-	7 236,8	7 125,0
2. Affaires administratives	28 567,4	4 836,0	9 784,0	33 515,4	31 646,5
	35 804,2	4 836,0	9 784,0	40 752,2	38 771,5
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				7 236,8	7 125,0
Élément 2				33 515,4	31 646,5
<b>Crédit à voter</b>				-	-

Ce programme vise à assurer le soutien aux parlementaires et aux unités administratives en matière de gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2007-2008	2006-2007
	1	2		
	(000 \$)			
Rémunération	6 399,3	15 678,5	22 077,8	21 562,3
Fonctionnement	837,5	12 888,9	13 726,4	13 277,6
	7 236,8	28 567,4	35 804,2	34 839,9
<b>Effectif total</b>	126	185	311	313
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations	-	9 784,0	9 784,0	8 767,6
	-	9 784,0	9 784,0	8 767,6

### Programme 3

#### Services statutaires aux parlementaires

Éléments	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Indemnités et allocations aux parlementaires	23 417,0	-	-	23 417,0	23 187,9
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés	23 880,5	-	-	23 880,5	21 931,4
3. Services de recherche des partis politiques	1 551,0	-	-	1 551,0	1 686,3
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	1 257,0	-	-	1 257,0	6 042,1
	50 105,5	-	-	50 105,5	52 847,7
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1)					
Élément 1				13 748,4	13 631,5
Élément 4				1 257,0	6 042,1
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				9 668,6	9 556,4
Élément 2				23 880,5	21 931,4
Élément 3				1 551,0	1 686,3
<b>Crédit à voter</b>				-	-

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2007-2008	2006-2007
	1	2	3	4		
	(000 \$)					
Rémunération	14 857,1	21 694,0	1 319,3	1 257,0	39 127,4	41 991,3
Fonctionnement	8 559,9	2 136,5	231,7	-	10 928,1	10 806,4
Transfert	-	50,0	-	-	50,0	50,0
	23 417,0	23 880,5	1 551,0	1 257,0	50 105,5	52 847,7

## Crédits de transfert

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
<b>Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires</b>		
Autres projets de transfert	50,0	50,0
<b>Total</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>

## Ventilation par bénéficiaires

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	50,0	50,0
<b>Total</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>

## Ventilation par catégories de dépenses

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Support	50,0	50,0
<b>Total</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>





**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES**

---



## LE PROTECTEUR DU CITOYEN

---

### EN BREF

En plus de sa responsabilité auprès des ministères, des organismes et des centres de détention du Québec, qui découle de sa loi constitutive, le mandat du Protecteur du citoyen comprend, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006, l'application de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (L.R.Q., c. P-31.1). Pour assurer pleinement la prestation de l'ensemble des services, les ressources seront affectées de manière à assurer la cohésion, la complémentarité et l'optimisation des interventions.

Outre le traitement impartial et rigoureux des plaintes individuelles, le Protecteur du citoyen entend assumer pleinement son rôle de prévention en formulant des avis et recommandations fondés sur des études et des consultations menées en vertu de son pouvoir d'initiative.

## 1. La présentation du Protecteur du citoyen

Le Protecteur du citoyen a pour mandat, dans le cadre que lui fixe la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32) et la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux, de veiller au respect des citoyens et de leurs droits en intervenant auprès des ministères et organismes du gouvernement du Québec, assujettis à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), incluant les établissements de détention du Québec. En deuxième instance, il intervient auprès des établissements composant le réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'auprès des résidences d'hébergement privées pour personnes âgées. Il a charge de remédier à toute situation qui est préjudiciable à un citoyen ou à un groupe de citoyens. Pour ce faire, il recommande au ministère, à l'organisme public ou à l'instance concernée du réseau de la santé et des services sociaux les mesures nécessaires à la correction des erreurs, négligences, abus ou manquements qu'il a constatés.

Il est désigné par les parlementaires de l'Assemblée nationale, à qui il rend compte. Il agit de façon impartiale et il bénéficie de l'indépendance nécessaire pour assumer cette fonction. Le Protecteur du citoyen est secondé, dans l'exercice de ses fonctions, par deux vice-protecteurs nommés, sur sa recommandation, par le gouvernement.

Lorsque, après avoir fait une recommandation, le Protecteur du citoyen juge qu'aucune mesure satisfaisante n'a été prise dans un délai raisonnable pour corriger adéquatement la situation, il peut en aviser le gouvernement. Il peut également, s'il le juge à propos, exposer le cas dans un rapport spécial ou dans son rapport annuel à l'Assemblée nationale.

De plus, le Protecteur du citoyen, en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions et pour éviter leur répétition, peut attirer l'attention d'un ministère, d'un organisme public, d'une instance du réseau de la santé et des services sociaux ou du gouvernement sur les réformes législatives, réglementaires ou administratives qu'il juge conformes à l'intérêt général.

Il examine en conséquence les projets de lois et de règlements afin de déceler des dispositions susceptibles de causer des effets préjudiciables aux citoyens et de vérifier s'ils comportent des atteintes à leurs droits.

Enfin, le Protecteur du citoyen, lorsqu'il le juge d'intérêt général, peut commenter publiquement un rapport qu'il a soumis à l'Assemblée nationale ou une intervention qu'il a faite.

## 2. Les choix budgétaires

Le plan stratégique 2004-2008 du Protecteur du citoyen et le plan d'intervention 2006-2011, en implantation depuis septembre 2006, énoncent les orientations suivantes :

- Veiller au respect des droits des citoyens dans un contexte de changement;
- Faire connaître davantage l'institution du Protecteur du citoyen et faire la promotion des valeurs qu'il véhicule;
- Être une organisation performante et modèle, axée sur le service aux citoyens.

En 2007-2008, pour soutenir la réalisation de son plan stratégique, le Protecteur du citoyen choisit d'allouer ses ressources selon les quatre orientations qui suivent :

### **Orientation 1 : L'accueil et le traitement des plaintes individuelles**

Le traitement des plaintes individuelles constitue une fonction prépondérante pour le Protecteur du citoyen qui examine les demandes des citoyens avec impartialité, compassion et rigueur. Il se penche sur les situations portées à son attention en se faisant l'interprète et le défenseur de l'équilibre et du bien-fondé entre la légalité et la légitimité, à la recherche d'une solution équitable.

Le nouveau contexte législatif en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006 a confié l'application de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux au Protecteur du citoyen. L'élargissement de la mission a amené une révision administrative afin d'assurer la cohésion, la complémentarité et l'optimisation des interventions pour assurer pleinement l'exercice de la nouvelle compétence. À cette fin, le maintien et le développement d'une expertise fine constituent un enjeu fondamental.

### **Actions envisagées**

Les actions déterminantes pour faire face aux nouveaux enjeux seront :

- Développement de l'expertise du personnel par une formation adaptée, tant sur les contenus que sur les méthodes de travail;
- Consolidation de l'harmonisation des pratiques et renforcement des méthodes d'enquête;
- Développement et mise à disposition d'outils de référence appropriés;
- Production de statistiques détaillées sur les demandes des citoyens et analyse mensuelle de l'évolution tant quantitative que qualitative;

- Renforcement et examen de l'interface avec les bureaux des plaintes et les commissaires aux plaintes et à la qualité des instances sous compétence;
- Identification et réalisation de dossiers à effet collectif, de mandats d'initiative et des dossiers spéciaux.

### **Orientation 2 : L'action à effet collectif**

Le traitement des plaintes ne peut à lui seul produire l'impact maximal que le Protecteur du citoyen doit obtenir pour corriger les erreurs ou injustices envers les citoyens. Le rôle de prévention prévu à la Loi sur le Protecteur du citoyen et à la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux doit être pleinement assumé par tous les moyens d'action dont dispose le Protecteur du citoyen et s'avère indispensable pour assumer pleinement sa mission. Les interventions en prévention sont porteuses d'un très grand impact dans le meilleur intérêt public.

### **Actions envisagées**

Les principales actions conduites pour réaliser cette partie du mandat sont :

- Examen, en veille parlementaire, des projets de lois et de règlements, pour faire en sorte que les enseignements à tirer des plaintes soient pris en compte et contribuent à réduire l'écart entre l'esprit du législateur et la mise en œuvre des lois;
- Examen attentif, sur mandat, de certaines situations dans une perspective d'ensemble dans le but de poser un diagnostic, découlant d'études et de consultations, menant à formuler des recommandations éclairées à l'autorité compétente.

### **Orientation 3 : La promotion de l'institution**

L'institution du Protecteur du citoyen est insuffisamment connue, en particulier par les citoyens les plus vulnérables, que ce soit concernant ses mandats, sa compétence, ses modes d'accès ou ses façons de faire.

La promotion de l'institution et des valeurs sur lesquelles elle fonde ses interventions, contribuera à ce qu'elle soit mieux connue des citoyens qui en ont besoin.

### **Action envisagée**

- Accentuation de la présence auprès des clientèles, des relayeurs et des intervenants par des rencontres, par la participation à certaines tribunes et par des interventions dans au moins quatre régions en 2007-2008.

**Orientation 4 : Le renforcement de l'institution**

La réalisation de la mission du Protecteur du citoyen et la mise en œuvre de son plan d'intervention dans le contexte de l'élargissement du mandat suppose l'utilisation optimale des ressources. De plus, la vision et le plan d'action nécessitent une gestion qui tienne compte du double mandat d'action et de conseil.

**Actions envisagées**

Les actions mises de l'avant sont les suivantes :

- Renforcement et développement des modes d'intervention;
- Regroupement et aménagement fonctionnel des équipes d'intervention au bureau de Montréal;
- Optimisation de l'utilisation des nouvelles technologies (accueil, téléphonie, communications internes, rapports et statistiques);
- Réalisation d'un plan de développement visant la connaissance réciproque des règles, enjeux et façons de faire en santé, services sociaux et en administration publique.

**La répartition budgétaire 2007-2008 selon les orientations**

	M\$	%
<b>Orientation 1</b> : L'accueil et le traitement des plaintes individuelles	8,7	70,0
<b>Orientation 2</b> : L'action à effet collectif	1,0	8,3
<b>Orientation 3</b> : La promotion de l'institution	0,7	5,4
<b>Orientation 4</b> : Le renforcement de l'institution	0,8	6,3
<b>Total</b>	<b>11,2</b>	<b>90,0</b>

En plus du budget de dépenses alloué selon les quatre orientations, le Protecteur du citoyen consacre 1,2 M\$, soit 10,0 %, pour assurer son administration. Il faut également ajouter 0,3 M\$ prévus pour le régime de retraite des anciens protecteurs et protectrices pourvus en crédits permanents, pour obtenir le budget total du Protecteur du citoyen.

### 3. Le plan budgétaire

#### Le budget de dépenses

##### Programme 1 : Le Protecteur du citoyen

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen requiert les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

Les dépenses du Protecteur du citoyen en 2006-2007 ont été inférieures au budget prévu initialement en raison d'éléments conjoncturels liés à l'intégration de l'effectif et des ressources du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux. Le transfert progressif du personnel et la mise en place de la nouvelle organisation ont occasionné un taux de vacance inhabituel des postes, dégageant un montant significatif au chapitre de la rémunération. De plus, le regroupement des effectifs de Montréal dans de nouveaux locaux a été reporté pour tenir compte des perspectives du marché immobilier en 2007-2008 et atteindre l'objectif d'économie recherché. La dépense importante prévue à cette fin devrait être réalisée au cours de l'année à venir. Les dépenses du Protecteur du citoyen reviendront à un niveau normal en 2007-2008, sauf pour une somme estimée à 500 000 \$ visant à regrouper dans un même bureau les équipes de travail de Montréal.

#### Le budget de dépenses du programme

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007	
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable
	(1)	(2)=(1)-(4)	(3)	(4)
1. Le Protecteur du citoyen	12 729,8	1 263,5	13 010,5	11 466,3
<b>Total</b>	<b>12 729,8</b>	<b>1 263,5</b>	<b>13 010,5</b>	<b>11 466,3</b>
<b>Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>132</b>		<b>—</b>	<b>132</b>



## Le budget d'investissements

Le Protecteur du citoyen a dû procéder en 2006-2007 à une révision importante de son système de gestion des dossiers d'enquête afin d'y apporter les correctifs nécessaires au soutien de la mission en santé et services sociaux, à la suite de l'intégration du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux le 1<sup>er</sup> avril 2006. L'implantation du système révisé a débuté le 1<sup>er</sup> avril 2007 et le projet sera complété en cours d'année 2007-2008.

### Le budget d'investissements

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007
	Variation		
Immobilisations	355,0	–	355,0
Prêts, placements et avances	–	–	–
<b>Total</b>	<b>355,0</b>	<b>–</b>	<b>355,0</b>



# LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

## EN BREF

En 2007-2008, le Commissaire au développement durable joint les rangs du Vérificateur général et, pour répondre à un besoin exprimé par les parlementaires, le Vérificateur général augmente ses ressources en vérification de l'optimisation des ressources.

Les ressources allouées à la vérification législative (16,4 M\$) se partagent ainsi : 62,0 % à la vérification des états financiers et 38,0 % à la vérification de l'optimisation des ressources et à l'application de la Loi sur le développement durable (2006, c. 3).

## 1. La présentation du Vérificateur général

La mission du Vérificateur général consiste à favoriser le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, au bénéfice des citoyennes et des citoyens du Québec.

À cette fin, il réalise, en toute indépendance, divers travaux de vérifications législatives, telles :

- Des vérifications financières ayant pour objet de déterminer si les états financiers annuels des entités concernées présentent une image fidèle de leur situation financière;
- Des vérifications de l'optimisation des ressources afin de renseigner les parlementaires sur les aspects d'économie, d'efficience et d'efficacité de la gestion gouvernementale, sur le respect des lois, des règlements, des politiques et des directives et sur la qualité de la reddition de comptes à l'Assemblée nationale;
- Des vérifications se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable.

## 2. Les choix budgétaires

Les choix budgétaires sont concentrés sur des activités essentielles pour remplir la mission du Vérificateur général.

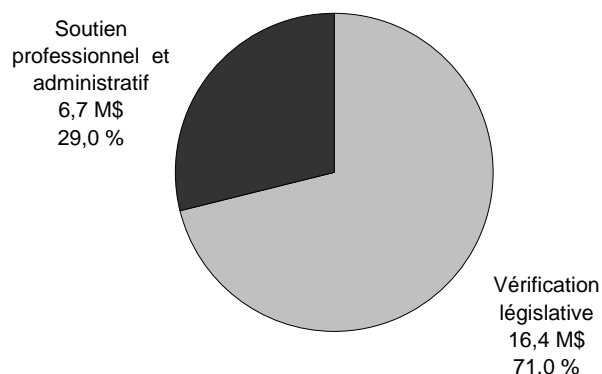
Ainsi, les ressources du Vérificateur général (23,1 M\$) sont attribuées à 71,0 % à la vérification législative et à 29,0 % aux activités de soutien professionnel et administratif. En ce qui a trait à la vérification législative, la répartition des ressources est la suivante :

- 62,0 % portent sur les états financiers du gouvernement et de ceux de plus d'une centaine de ses organismes et de ses entreprises;
- 38,0 % sont consacrées à la vérification de l'optimisation des ressources des entités comprises dans son champ de compétence et à l'application de la Loi sur le développement durable.

---

**La répartition budgétaire 2007-2008 selon les activités**

---



Les activités de soutien professionnel et administratif permettent notamment au Vérificateur général de répondre aux exigences de vérification de l'Institut canadien des comptables agréés en ce qui a trait à la qualité des travaux et à celles de l'Ordre des comptables agréés du Québec pour ce qui est du maintien des compétences de son personnel.

Ces choix budgétaires permettent de se conformer aux grandes orientations figurant au plan stratégique 2006-2009 du Vérificateur général et qui se résument comme suit :

- Maximiser l'utilisation de nos travaux par l'Assemblée nationale en informant davantage les élus sur des aspects précis reflétant la performance, qu'il s'agisse de questions administratives, du volet financier ou de la conformité aux lois et règlements;
- Travailler en collaboration avec les parlementaires et s'assurer de leur satisfaction en arrimant les travaux du Vérificateur général à ceux de la Commission de l'administration publique et en obtenant une rétroaction de leur part;
- Favoriser une reddition de comptes rigoureuse de la part des administrations publiques pour bien appuyer les parlementaires sur le contrôle de l'application des lois et de l'utilisation des ressources;
- Accentuer nos vérifications sur l'économie en matière d'acquisition et d'utilisation des ressources, particulièrement par les ministères disposant d'un budget de dépenses très important;
- Travailler en collaboration avec les dirigeants des entités du secteur public afin de parfaire ses interventions;

- S'assurer de la performance de l'organisation et enrichir son expertise afin de maintenir son efficacité;
- Être un employeur public attrayant, qui met à profit le plein potentiel de ses employés.

### 3. Le plan budgétaire

#### Le budget de dépenses

L'objectif du programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable. Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend à tous les ministères, les organismes et les entreprises du gouvernement ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ces travaux à l'Assemblée nationale.

#### Programme 2 : Le Vérificateur général

Les principales variations du budget 2007-2008 par rapport à la dépense probable 2006-2007 sont expliquées par :

- Le coût de l'indexation des salaires de 2,0 % et la progression dans les échelles salariales (0,5 M\$);
- La mise en place de l'équipe du Commissaire au développement durable (1,3 M\$).

#### Le budget de dépenses du programme

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007	
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable
	(1)	(2)=(1)-(4)	(3)	(4)
2. Le Vérificateur général	23 146,5	2 053,8	22 686,5	21 092,7
<b>Total</b>	<b>23 146,5</b>	<b>2 053,8</b>	<b>22 686,5</b>	<b>21 092,7</b>
<b>Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>252</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>252</b>

## Le budget d'investissements

### Le budget d'investissements

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007
		Variation	
Immobilisations	355,0	105,0	250,0
Prêts, placements et avances	–	–	–
<b>Total</b>	<b>355,0</b>	<b>105,0</b>	<b>250,0</b>





## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

---

### EN BREF

Les principaux enjeux budgétaires du Directeur général des élections pour la prochaine année sont liés à l'orientation stratégique visant à être une institution performante par la qualité de ses ressources, de ses façons de faire et de son organisation du travail. Deux projets majeurs sont visés :

- Afin de terminer le projet de géomatique, un investissement évalué à plus de 0,5 M\$, pour l'exercice 2007-2008, sera nécessaire;
- Aux fins de la refonte des systèmes informatiques, un budget de 1,8 M\$ sera engagé au cours de l'exercice financier 2007-2008.

## 1. La présentation du Directeur général des élections

Le Directeur général des élections (DGE) a pour mission d'assurer la tenue des élections et des référendums, de garantir le plein exercice des droits électoraux et de promouvoir les valeurs démocratiques de la société québécoise.

À titre de personne désignée par l'Assemblée nationale, le DGE jouit d'un statut particulier qui confère à l'institution qu'il dirige une pleine autonomie face au pouvoir exécutif.

En tant que responsable des scrutins provinciaux, le DGE assure la formation du personnel électoral et la mise à jour des renseignements contenus dans la liste électorale permanente. Il surveille le déroulement de la révision, du scrutin et, le cas échéant, du recensement. Il donne des directives servant à l'application de la loi.

En matière de financement des partis politiques et de contrôle des dépenses électorales, le DGE autorise les entités politiques à recueillir des contributions et à effectuer des dépenses électorales et vérifie si elles se conforment aux dispositions de la loi. Il assure la formation et le soutien aux agents et aux représentants officiels des partis et des candidats, aux trésoriers municipaux ainsi qu'aux directeurs généraux des commissions scolaires. Il examine les rapports financiers et les rapports de dépenses électorales.

Sur les plans municipal et scolaire, le DGE n'administre pas directement les scrutins. Il assure toutefois la formation et offre son soutien aux présidents d'élections qui sont responsables des opérations.

Afin d'assurer l'application des lois dont il a la responsabilité, le DGE possède des pouvoirs d'enquêtes et de poursuites.

Dans le domaine de la représentation électorale, le DGE fournit le soutien professionnel et technique à la Commission de la représentation électorale (CRE), cette dernière ne disposant pas de personnel en propre.

## 2. Les choix budgétaires

Le premier choix budgétaire retenu concerne la géomatique pour laquelle un budget d'investissements de 0,5 M\$ est prévu. Ce budget est lié à l'orientation visant à être une organisation performante par la qualité de ses ressources, ses façons de faire et son organisation du travail de même qu'à celle visant à assurer un leadership dans le domaine de l'administration électorale. Ce système informatique permettra de gérer de façon optimale et intégrée les données sur les territoires électoraux pour les volets provincial, municipal et scolaire.

Le deuxième choix budgétaire concerne la qualité de la liste électorale permanente et les travaux de la Commission permanente de révision pour lesquels un budget de fonctionnement de 2,8 M\$ est également prévu.

Le troisième choix budgétaire concerne la refonte des systèmes informatiques en vue de la tenue d'élections générales et pour laquelle un budget de 1,8 M\$ est prévu. Ce choix est également lié à l'orientation visant à être une organisation performante par la qualité de ses ressources, ses façons de faire et son organisation du travail. Pour assurer des services de qualité, nous devons pouvoir compter sur une organisation ainsi que sur des outils de travail performants. Ces éléments contribuent à faire en sorte que l'institution accomplisse avec succès la mission dont elle est investie.

### 3. Le plan budgétaire

#### Le budget de dépenses

Le budget du DGE et celui de la CRE sont inclus dans le programme 3 du portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », soit l'Administration du système électoral. Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

#### Programme 3 : Administration du système électoral

Le budget de dépenses 2007-2008 de l'Administration du système électoral est inférieur de 59,5 M\$ à celui de 2006-2007. Cet écart s'explique principalement par une diminution des dépenses qui ont été imputées à des élections partielles et aux élections générales du 26 mars 2007.

Les prévisions budgétaires du DGE qui figurent au budget de dépenses 2007-2008 y sont inscrites à titre indicatif. Il faudra ajouter les sommes nécessaires à la réalisation des responsabilités du DGE pour la tenue d'élections partielles ou générales qui pourraient avoir lieu en cours d'exercice. Enfin, il revient à une commission parlementaire, lors de l'étude des prévisions budgétaires et du rapport financier préliminaire, de les approuver et de déposer son rapport à l'Assemblée nationale.

#### Le budget de dépenses du programme

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007	
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable
	(1)	(2)=(1)-(4)	(3)	(4)
3. Administration du système électoral	35 781,2	(59 521,8)	95 303,0	95 303,0
<b>Total</b>	<b>35 781,2</b>	<b>(59 521,8)</b>	<b>95 303,0</b>	<b>95 303,0</b>
<b>Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>204</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>204</b>

## Le budget d'investissements

Au cours de la prochaine année, les investissements du DGE se rapporteront principalement au projet de développements informatiques qui s'élève à plus de 1,3 M\$ pour 2007-2008. Ce projet vise deux axes d'intervention de la planification stratégique, à savoir « L'utilisation optimale des technologies de l'information et des communications » et « Une liste électorale permanente optimale ». Ce projet inclut celui de géomatique évalué à plus de 0,5 M\$. En 2006-2007, le projet de géomatique avait nécessité un investissement de 1,6 M\$.

### Le budget d'investissements

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007
		Variation	
Immobilisations	1 800,0	(850,0)	2 650,0
Prêts, placements et avances	–	–	–
<b>Total</b>	<b>1 800,0</b>	<b>(850,0)</b>	<b>2 650,0</b>

# LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME

---

## EN BREF

Production du bilan du premier plan stratégique 2004-2007 et préparation du plan quinquennal 2008-2013.

Déploiement accru des activités d'inspections et d'enquêtes.

Poursuite des opérations de communication et de mobilisation, notamment auprès des lobbyistes et des titulaires de charges publiques au niveau gouvernemental et municipal pour les amener à se conformer aux exigences de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., c. T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes ou à contribuer à leur mise en œuvre, le cas échéant.

Poursuite du processus d'évaluation des impacts de la loi et de sa révision et préparation du premier rapport quinquennal : Bilan et perspectives.

## **1. La présentation du Commissaire au lobbyisme**

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques et administratives, le Commissaire au lobbyisme du Québec a pour mission d'assurer la transparence et le sain exercice des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques en réalisant des activités de sensibilisation, de surveillance et de contrôle.

## **2. Les choix budgétaires**

Le Commissaire au lobbyisme poursuit la mise en œuvre de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et du Code de déontologie des lobbyistes et entend accorder, au cours de la prochaine année, la priorité à la surveillance et au contrôle des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques, pour faire en sorte que le lobbyisme s'exerce dans le respect de la loi et du code.

C'est ainsi que seront poursuivis le développement des processus, procédures et systèmes de vérification et d'enquêtes et l'acquisition d'une meilleure connaissance de ce qui se fait au Québec en matière de lobbyisme. En soutien à la réalisation de ces activités, les activités de communication se poursuivent auprès des lobbyistes, des titulaires de charges publiques et des citoyens afin de mieux faire comprendre les objectifs de la loi et du code de déontologie. Le Commissaire dispose d'un budget de dépenses de 2,7 M\$ pour réaliser les objectifs qu'il s'est fixés pour l'exercice 2007-2008.

### 3. Le plan budgétaire

#### Le budget de dépenses

##### Programme 4 : Le Commissaire au lobbyisme

La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme vise à rendre transparentes les activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques et à assurer le sain exercice de ces activités. Le Commissaire au lobbyisme a pour mandat de surveiller et de contrôler les activités de lobbyisme, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques et administratives.

#### Le budget de dépenses du programme

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007	
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable
	(1)	(2)=(1)-(4)	(3)	(4)
4. Le Commissaire au lobbyisme	2 680,5	203,5	2 631,0	2 477,0
<b>Total</b>	<b>2 680,5</b>	<b>203,5</b>	<b>2 631,0</b>	<b>2 477,0</b>
<b>Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>27</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>27</b>

#### Le budget d'investissements

#### Le budget d'investissements

(en milliers de dollars)

	2007-2008		2006-2007
	Variation		
Immobilisations	30,0	12,0	18,0
Prêts, placements et avances	–	–	–
<b>Total</b>	<b>30,0</b>	<b>12,0</b>	<b>18,0</b>





## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS

---



## Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programmes	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Le Protecteur du citoyen	12 729,8	300,0	355,0	<b>12 784,8</b>	13 054,3
2. Le Vérificateur général	23 146,5	437,7	355,0	<b>23 063,8</b>	22 366,9
3. Administration du système électoral	35 781,2	1 500,0	1 800,0	<b>36 081,2</b>	96 453,0
4. Le Commissaire au lobbying	2 680,5	70,0	30,0	<b>2 640,5</b>	2 527,9
	74 338,0	2 307,7	2 540,0	<b>74 570,3</b>	134 402,1
Moins :					
Crédits permanents				<b>36 373,8</b>	96 745,6
Crédits reportés				<b>606,0</b>	1 177,3
<b>Crédits à voter</b>				<b>37 590,5</b>	36 479,2

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Rémunération	<b>40 874,9</b>	39 882,5
Fonctionnement	<b>30 611,7</b>	91 003,2
Transfert	<b>2 851,4</b>	2 745,3
<b>Total</b>	<b>74 338,0</b>	133 631,0
Effectif des programmes	<b>615</b>	615
<b>Effectif total</b>	<b>615</b>	615
<b>Budget d'investissements</b>		
Immobilisations	<b>2 540,0</b>	3 273,0
<b>Total</b>	<b>2 540,0</b>	3 273,0

## Programme 1

### Le Protecteur du citoyen

Élément	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Le Protecteur du citoyen	12 729,8	300,0	355,0	12 784,8	13 054,3
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32)					
Élément 1				292,6	292,6
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2005-2006 (2005, c. 9)				-	227,6
<b>Crédit à voter</b>				<b>12 492,2</b>	<b>12 534,1</b>

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen requiert les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

## Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2007-2008	2006-2007
		(000 \$)		
Rémunération	8 773,1		8 773,1	8 606,9
Fonctionnement	3 956,7		3 956,7	4 403,6
	12 729,8		12 729,8	13 010,5
<b>Effectif total</b>	<b>132</b>		<b>132</b>	<b>132</b>
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations	355,0		355,0	355,0
	355,0		355,0	355,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2008-2009, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2007-2008, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

## Programme 2

### Le Vérificateur général

Élément	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Le Vérificateur général	23 146,5	437,7	355,0	23 063,8	22 366,9
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2006-2007 (2006, c. 5); Loi n° 1 sur les crédits, 2005-2006 (2005, c. 9)				606,0	949,7
<b>Crédit à voter</b>				<b>22 457,8</b>	<b>21 417,2</b>

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (2006, c. 3). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.

### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2007-2008	2006-2007
		(000 \$)		
Rémunération	17 278,8		17 278,8	17 085,5
Fonctionnement	5 867,7		5 867,7	5 601,0
	23 146,5		23 146,5	22 686,5
<b>Effectif total</b>	<b>252</b>		<b>252</b>	<b>252</b>
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations	355,0		355,0	250,0
	355,0		355,0	250,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2008-2009, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2007-2008, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

### Programme 3

#### Administration du système électoral

Éléments	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Gestion interne et soutien	17 597,9	450,0	800,0	17 947,9	17 667,9
2. Commission de la représentation électorale	432,2	-	-	432,2	429,0
3. Activités électorales	17 751,1	1 050,0	1 000,0	17 701,1	78 356,1
	35 781,2	1 500,0	1 800,0	36 081,2	96 453,0
Moins :					
Crédits permanents					
Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3)					
Élément 1				17 947,9	17 667,9
Élément 2				432,2	429,0
Élément 3				17 701,1	78 356,1
<b>Crédit à voter</b>				-	-

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)				
Rémunération	12 863,0	-	-	12 863,0	12 336,0
Fonctionnement	4 734,9	432,2	14 899,7	20 066,8	80 221,7
Transfert	-	-	2 851,4	2 851,4	2 745,3
	17 597,9	432,2	17 751,1	35 781,2	95 303,0
<b>Effectif total</b>	204	-	-	204	204
<b>Budget d'investissements</b>					
Immobilisations	800,0	-	1 000,0	1 800,0	2 650,0
	800,0	-	1 000,0	1 800,0	2 650,0

## Programme 4

### Le Commissaire au lobbyisme

Élément	2007-2008			2006-2007
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
				Crédits
			(000 \$)	
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 680,5	70,0	30,0	2 640,5
<b>Crédit à voter</b>				<b>2 640,5</b>
				2 527,9

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

### Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2007-2008	2006-2007
		(000 \$)		
Rémunération	1 960,0		1 960,0	1 854,1
Fonctionnement	720,5		720,5	776,9
	2 680,5		2 680,5	2 631,0
<b>Effectif total</b>	27		27	27
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations	30,0		30,0	18,0
	30,0		30,0	18,0

## Crédits de transfert

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
<b>Programme 3 - Administration du système électoral</b>		
Financement des partis politiques	2 851,4	2 745,3
<b>Total</b>	<b>2 851,4</b>	<b>2 745,3</b>

## Ventilation par bénéficiaires

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	2 851,4	2 745,3
<b>Total</b>	<b>2 851,4</b>	<b>2 745,3</b>

## Ventilation par catégories de dépenses

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Support	2 851,4	2 745,3
<b>Total</b>	<b>2 851,4</b>	<b>2 745,3</b>